



HAL
open science

La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain

Ludovic Tournès

► **To cite this version:**

Ludovic Tournès. La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain. Critique Internationale, 2007, 35, pp.173-197. halshs-00652589

HAL Id: halshs-00652589

<https://shs.hal.science/halshs-00652589>

Submitted on 16 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain

par Ludovic Tournès

Lorsque Bill Gates a annoncé le 15 juin 2006 son intention de quitter progressivement les affaires pour se consacrer à sa fondation créée six ans plus tôt¹, cette décision, largement relayée par les médias, a parfois surpris. Son geste n'a fait pourtant que reproduire, à un siècle de distance, celui des grands industriels américains comme Andrew Carnegie (modèle revendiqué par B. Gates) ou John D. Rockefeller, dont les œuvres caritatives s'étaient rapidement transformées en grandes fondations intervenant sur le territoire américain puis dans le monde entier. Leur politique a suscité depuis 30 ans une importante littérature dans laquelle une des lignes de fracture principale a opposé, au cours des années 1980, deux types d'interprétations : l'une, critique, d'inspiration gramscienne, analysant ces fondations comme des instruments de reproduction de l'hégémonie des élites et, plus largement, comme des organisations conservatrices destinées à assurer la stabilité du système capitaliste² ; l'autre, plus favorable, mettant l'accent sur leurs réalisations dans les domaines de l'éducation, de la recherche scientifique et du soutien aux activités artistiques³. Cette opposition, qui s'est

¹. Statement on Bill Gates' Transition Plan, 15 juin 2006 [En ligne], Bill and Melinda Gates Foundation (<http://www.gatesfoundation.org/AboutUs/Announcements/Announce-060615.htm>) (consulté le 26 avril 2007).

². Voir par exemple Robert F. Arnove, *Philanthropy and Cultural Imperialism: The Foundations at Home and Abroad*, Boston, G. K. Hall, 1980 ; Donald Fisher, « The Role of Philanthropic Foundations in the Reproduction and Production of Hegemony: The Rockefeller Foundation and the Social Science », *Sociology (Journal of the British sociological association)*, 17 (2), mai 1983, p. 206-233 ; Edward Bermann, *The Ideology of Philanthropy: The Influence of the Carnegie, Ford and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy*, Albany, State University of New York Press, 1983. Cf., plus récemment, Inderjeet Parmar, « To Relate Knowledge and Action: The Impact of the Rockefeller Foundation on Foreign Policy Thinking during America's Rise to Globalism, 1939-1945 », *Minerva*, XL (3), 2002, p. 235-263. En France, les analyses développées par certains sociologues bourdieusiens s'inscrivent dans ce courant. Cf. par exemple Yves Dezalay, Bryan Garth, « Droits de l'homme et philanthropie hégémonique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, mars 1998, p. 23-41 ; Nicolas Guilhot, *Financiers, philanthropes : vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Paris, Raisons d'agir, 2004.

³. Outre les ouvrages écrits par d'anciens *officers* ou *trustees* de fondations (Waldemar A Nielsen, *The Golden Donors: An Anatomy of the Great Foundations*, New York, Truman Talley Book, 1985 par exemple), cf., entre autres, Martin et Joan Bulmer, « Philanthropy and Social Science in the 1920s, Beardsley Ruml and the Laura Spelman Rockefeller Memorial, 1922-1929 », *Minerva*, 19 (3), 1981, p. 347-407, et la polémique avec D. Fisher dans *Sociology*, 18 (4), novembre 1984, p. 572-587 ; Ellen Condliffe-Lagemann, *Private Power for the Public Good: A History of the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*, Middletown, Conn., Wesleyan University Press, 1983 ; Robert E. Kohler, *Partners in Science: Foundations and Natural Scientists, 1900-1945*, Chicago, University of

estompée au cours des années 1990, a fait l'impasse sur la question de la motivation des industriels philanthropes : le plus souvent réduite à une stratégie mécanique de reproduction du capitalisme ou bien à une générosité désintéressée, elle n'a jamais été considérée comme un problème à part entière. Confronté à l'imposante liste des actions internationales des grandes fondations, de la création du Carnegie Endowment for International Peace en 1910 jusqu'aux 500 millions de dollars promis par Bill Gates en août 2006 afin d'aider à la mise au point d'un vaccin contre le SIDA, l'historien n'a-t-il pas d'autre alternative que de prendre au pied de la lettre les déclarations de ces philanthropes agissant « pour le bien-être de l'humanité », ou de les considérer comme « le cache-sexe » de l'impérialisme américain et l'alibi d'une stratégie de conquête de capital symbolique destinée à faire oublier les conditions douteuses de leur enrichissement ? La réalité est plus complexe.

C'est sur ce point que l'on voudrait apporter ici quelques réflexions, en se penchant sur question de l'universalisme américain, que l'on peut définir comme la certitude que ce qui est bon pour les États-Unis l'est également pour le monde entier. L'hypothèse qui sera développée ici consiste à considérer que les grandes fondations, en raison de leur projection internationale précoce, ont été l'un des lieux de cristallisation de cet universalisme. Certes, celui-ci existe avant la création de la grande philanthropie, puisque le discours relatif à la « Destinée manifeste » de ce pays-monde est formulé dès les années 1840 ; mais c'est à partir des années 1890 que les États-Unis possèdent les moyens de leur ambition internationale, et c'est à partir de ce moment que se forge dans les nouvelles élites américaines dont la grande philanthropie est l'émanation, un universalisme fondé sur la certitude que les États-Unis portent en eux l'avenir de l'Humanité. Il mûrira entre les années 1890 et l'entre-deux-guerres avant de se manifester dans toute sa force après 1945, à la faveur du statut de superpuissance acquis par les États-Unis. C'est dans cette perspective que doit être replacée l'action des fondations. Dès le début du XXe siècle, les plus grandes d'entre elles ont élaboré une politique mondiale liant étroitement la certitude d'incarner l'intérêt général et la volonté de diffuser un modèle américain, comme le montre le cas emblématique de la fondation Rockefeller, qui sera étudié ici. Sa politique s'ancre dans un contexte spécifiquement américain, qui sera examiné en premier lieu; on analysera ensuite les étapes de la cristallisation de l'universalisme philanthropique, puis la manière dont la fondation Rockefeller construit au cours de l'entre-deux-guerres un important réseau international.

La matrice progressiste

Intérêt public

Les grandes fondations philanthropiques (Russel Sage, Carnegie, Rockefeller, Milbank Memorial Fund, Julius Rosenwald Fund, Twentieth Century Fund, Commonwealth Fund) sont créées au cours des deux premières décennies du XX^e siècle dans une Amérique en pleine explosion économique. Elles sont d'un côté les produits du capitalisme sauvage car fondées par les grands industriels qui en sont les acteurs (Carnegie, Rockefeller, Rosenwald, Filene...), mais se veulent également des organismes de régulation des problèmes sociaux engendrés par l'industrialisation effrénée des années 1860-1890. À mi-chemin entre le monde des « barons voleurs » et celui de la réforme sociale, elles sont des actrices ambiguës de cette ère dite *progressive* des années 1890-1920 marquée par des réformes qui voient naître l'Amérique moderne⁴. La « nébuleuse réformatrice »⁵ est ainsi une des matrices de la grande philanthropie américaine; matrice assurément conflictuelle, car les réformateurs se sont partiellement définis en opposition aux industriels considérés comme responsables des désordres sociaux ; mais matrice indéniable, comme le montre le parcours d'un certain nombre des personnages issus des milieux réformateurs, qui vont ensuite faire carrière dans les fondations. C'est dans le cadre de cette tension que prend corps le projet philanthropique⁶, dont l'alternative entre la générosité d'industriels devenus bienfaiteurs et le cynisme d'entrepreneurs désireux de faire oublier à peu de frais leurs pratiques douteuses ne permet pas de saisir toute l'épaisseur.

L'un des éléments fondateurs de ce projet est la volonté de dépasser le cadre d'intervention local de la philanthropie traditionnelle (dons à des associations caritatives et/ou religieuses)

⁴. Sur le lien entre philanthropie et progressisme, voir Barry D. Karl, Stanley N. Katz, « The American Private Philanthropic Foundations and the Public Sphere (1890-1930) », *Minerva*, 19 (2), 1981, p. 253 et suivantes, et, plus récemment, Judith Sealander, *Private Wealth and Public Life: Foundation Philanthropy and the Reshaping of American Social Policy from the Progressive Era to the New Deal*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997.

⁵. Cf. Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHES, 1999.

⁶. Sur la notion de projet philanthropique, voir Ludovic Tournès, « Une histoire intellectuelle des organisations internationales : le cas de la fondation Rockefeller (1913-1945) », dans Emmanuel Soler (dir.), *Les intellectuels dans la Cité de l'Antiquité à nos jours*, Rouen, Presses universitaires de Rouen et du Havre, à paraître en 2007.

pour prendre en charge des actions d'intérêt général. Cette mutation fondamentale dans l'histoire de la philanthropie américaine est bien illustrée par le parcours de John D. Rockefeller, Sr. (1839-1937) : dès les années 1860, le futur magnat du pétrole a consacré une partie de ses gains à l'activité caritative, essentiellement sous forme de dons à des églises baptistes, mais c'est au cours de la décennie 1890 que se produit un changement radical⁷, symbolisé par sa rencontre avec le pasteur Frederick T. Gates (1853-1929). Les deux hommes se sont connus à la fin des années 1880, lorsque Rockefeller a été sollicité pour financer la création d'une université baptiste qui deviendra l'université de Chicago, à laquelle il donne deux millions de dollars entre 1889 et 1892. Gates devient cette année le conseiller personnel de Rockefeller et va jouer un rôle majeur dans la conception de la galaxie d'organisations philanthropiques créées par son patron à partir de 1901, dont la plus connue est la fondation Rockefeller née en 1913. Aussi à l'aise dans le prêche dominical que dans la gestion des actions de la Standard Oil, Frederick Gates, que l'on a pu qualifier d'« homme d'affaires en soutane⁸ », illustre bien l'ancrage de la grande philanthropie dans la sphère religieuse et la dimension missionnaire qui constituera, jusqu'au début des années 1920, un ressort important de son universalisation. Mais surtout, considérant que les problèmes posés par l'industrialisation sont d'une telle ampleur que la philanthropie traditionnelle ne peut plus y répondre, il définit la nouvelle mission de la philanthropie Rockefeller, insistant sur la nécessité de s'investir dans ce qui s'appellera bientôt la *public policy*⁹.

La forme « fondation » est en effet la réponse donnée par les industriels américains à la contradiction entre la nécessité, devenue évidente à la fin du XIX^e siècle, de réguler les inégalités sociales nées de l'industrialisation, et leur réticence à faire endosser cette régulation par une puissance publique supposée liberticide. Ils créent donc des organismes privés dont l'objectif est de prendre en charge le bien public pour éviter que l'État fédéral ne le fasse. Au reste, les attributions de celui-ci sont alors encore faibles, de sorte que les philanthropes n'auront guère à définir leur champ d'action en opposition par rapport à lui. Ils n'auront pas non plus à l'inscrire dans un cadre géographique national qui reste encore flou dans la culture américaine, non seulement en raison du nombre important d'immigrants dans la population du pays, mais aussi du fait de son unification territoriale récente (la « frontière » est déclarée

⁷. Kathleen McCarthy, « U.S. Foundations and International Concerns », dans K. McCarthy (ed.), *Philanthropy and Culture: The International Foundation Perspective*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1984, p. 4.

⁸. E. Richard Brown, *Rockefeller Medicine Men: Medicine and Capitalism in America*, Berkeley, University of California Press, 1980 [1979], p. 38.

⁹. J. Sealander, *Private Wealth and Public Life: Foundation Philanthropy and the Reshaping of American Social Policy from the Progressive Era to the New Deal*, *op. cit.*, p. 21 et suivantes.

atteinte en 1890 même si plusieurs États ne sont pas encore intégrés dans l'Union). L'intérêt public vu par les philanthropes ne s'inscrit donc pas naturellement dans l'échelle nationale. Il oscille plutôt d'emblée entre l'échelle locale, celle de la ville où se trouvent les usines, et l'échelle mondiale, territoire naturel des trusts qui servent de matrice aux fondations; si bien que l'extension du projet philanthropique du local à l'international se fera rapidement et presque sans transition.

Progrès

Un autre moteur essentiel de l'investissement philanthropique dans la sphère publique est la croyance au progrès. Cette idée, avec toutes ses ambiguïtés, est au centre des débats qui agitent l'Amérique de l'ère progressive : d'un côté, la croissance énorme de l'économie américaine nourrit la croyance en un progrès sans limites ; de l'autre, les problèmes sociaux engendrés par une industrialisation forcenée où règne la loi du plus fort, lui apportent un démenti cinglant. C'est autour de ces notions de progrès, d'évolution, de darwinisme social et de loi naturelle que se structure le débat relatif à la « question sociale » dans les années 1880. Il peut se résumer par l'alternative suivante : faut-il laisser agir les lois naturelles ou mettre en place une action volontariste pour corriger les erreurs du capitalisme ? C'est de la volonté de répondre à cette question qu'est née la nébuleuse réformatrice, guidée par une croyance dans le progrès de l'humanité qui plonge ses racines dans l'évolutionnisme¹⁰ et le positivisme¹¹. Ces deux doctrines connaissent beaucoup de succès aux États-Unis dans la seconde moitié du XIX^e siècle et imprègnent, sous une forme vulgarisée, une partie des milieux réformateurs ; certains de leurs représentants, qui poursuivent leur carrière dans les fondations, y transportent une culture positiviste qui contribuera à façonner le projet philanthropique.

Le parcours de Georges E. Vincent (1864-1941) est à cet égard éclairant. Le personnage est issu de cette mouvance réformatrice, et plus particulièrement de l'un de ses viviers les plus féconds, celui des sciences sociales en plein essor. Ses premiers pas professionnels ont lieu dans le cadre du Chautauqua System of Education, structure d'enseignement fondée en 1874 par son père, le pasteur méthodiste John Vincent, pour sensibiliser les pasteurs aux problèmes

¹⁰. Daniel Becquemont, Laurent Mucchielli, *Le cas Spencer. Religion, science et politique*, Paris, PUF, 1998 ; Robert Bannister, *Social Darwinism: Science and Myth in Anglo-American Social Thought*, Philadelphia, Temple University Press, 1979.

¹¹. Gillis J. Harp, *Positivist Republic: Auguste Comte and the Reconstruction of American Liberalism, 1865-1920*, University Park, Pennsylvania University Press, 1995 ; R. Bannister, *Sociology and Scientism: The American Quest for Objectivity, 1880-1940*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1987.

sociaux de l'Amérique contemporaine¹². En 1896, il est l'un des premiers docteurs en sociologie de l'université de Chicago, où il exercera en tant que professeur puis doyen jusqu'en 1911. En 1894, il a écrit en collaboration avec son maître Albion Small (l'un des pionniers de la sociologie américaine) le premier manuel de sociologie publié aux États-Unis, *Introduction to the Study of Society*. Dans ce *vademecum* méthodologique à l'usage d'une profession sociologique encore largement confondue avec l'activité réformatrice de terrain, le double héritage de l'évolutionnisme et du positivisme est très présent¹³ : d'une part, la discipline sociologique y est décrite comme une *science of social health*¹⁴, métaphore biologique significative du fait que, même si les réformateurs s'inscrivent en faux contre l'évolutionnisme et le darwinisme social, leur cadre de réflexion en subit largement l'influence ; d'autre part, les deux auteurs inscrivent leur propos dans la lignée d'Auguste Comte, reprenant la loi des trois états et la croyance dans le progrès de l'Humanité, progrès auquel la sociologie peut apporter sa contribution en étudiant les problèmes sociaux et en suggérant aux acteurs politiques des réformes qui contribueront à « améliorer la société »¹⁵. C'est dans cette perspective que Vincent crée à l'université du Minnesota, dont il est devenu le président en 1911, un département de « Sociology and Civic Work »¹⁶, qui deviendra au début des années 1920 l'un des plus importants du pays. En 1914, il intègre la Commission for the Relief in Belgium, créée pour venir en aide aux populations civiles après l'invasion allemande ; il la quitte en 1917 pour devenir président de la fondation Rockefeller jusqu'à sa retraite en 1929.

Santé

Lorsque la philanthropie Rockefeller entre dans sa phase organisationnelle à partir de 1901, son action porte surtout sur les questions d'hygiène et de santé, lesquelles sont également au cœur des préoccupations des réformateurs en raison des énormes problèmes sanitaires posés par les conditions de vie des immigrants entassés dans des villes à la croissance rapide. Sous l'influence du pasteur Gates, le lien organique entre la santé des individus et le progrès du

¹². Theodore Morrison, *Chautauqua: A Center for Education, Religion and the Arts in America*, Chicago, The University of Chicago Press, 1974.

¹³. Il l'est également dans l'ouvrage écrit par George E. Vincent en 1897, *The Social Mind and Education*.

¹⁴. Albion W. Small, George E. Vincent, *An Introduction to the Study of Society*, New York, American Book Company, 1894, p. 40.

¹⁵. *Ibid.*, p. 77.

¹⁶. R. Bannister, *Sociology and Scientism: The American Quest for Objectivity, 1880-1940*, *op. cit.*, p. 128.

corps social est le fil conducteur de la philosophie Rockefellerienne¹⁷. Cette idée se concrétise par la création en 1901 du Rockefeller Institute for Medical Research, puis, en 1903, du General Education Board, puis en 1909 de la Sanitary Commission for the Eradication of Hookworm Disease destinée à promouvoir des pratiques d'hygiène pour éliminer l'ankylostomiase, maladie endémique du Sud des États-Unis. Cette commission est dirigée par Wickliffe Rose (1862-1931), autre figure majeure de la première génération des philanthropes Rockefeller, qui, en quelques années, devient l'un des personnages en vue parmi les réformateurs actifs dans le domaine de la santé publique¹⁸. La campagne témoigne bien de l'ambition du projet philanthropique, puisqu'au-delà de l'objectif immédiat, son but est de promouvoir l'éducation sanitaire sur le long terme. De fait, le travail de la Commission apportera une contribution décisive à la structuration de l'administration locale de la santé publique dans le Sud des États-Unis et à la mise en place d'une législation¹⁹.

La même préoccupation sanitaire et organisatrice est à l'œuvre dans la réforme de l'enseignement médical, qui constitue la grande action du General Education Board. Le niveau de formation des médecins est alors faible aux États-Unis. En 1908, l'American Medical Association demande à la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching d'entreprendre une étude sur ce sujet. Abraham Flexner (1866-1959), qui réalise l'enquête, n'est pas médecin, mais connaît bien les problèmes de l'enseignement supérieur américain alors en voie de structuration²⁰. Dans l'épais rapport qu'il remet en 1910 à l'issue de son enquête dans les 155 écoles de médecine du pays²¹, il retrace l'histoire de la médecine aux États-Unis selon une perspective toute comtienne, la voyant passer depuis le XVIII^e siècle par « trois stades de développement »²² dont le plus récent est celui de la médecine scientifique. Pour contribuer au « bien public » (*public good*)²³ en faisant bénéficier les malades de ces progrès encore très localisés dans quelques lieux (la faculté de médecine de l'université Johns Hopkins, créée en 1893, est citée comme modèle), A. Flexner préconise une réforme en profondeur de la formation des médecins. Combinant volonté réformatrice et exigence de

¹⁷. On retrouve dans cette métaphore organiciste la trace de l'héritage évolutionniste.

¹⁸. John Ettling, *The Germ of Laziness: Rockefeller Philanthropy and Public Health in the New South*, Cambridge, Harvard University Press, 1981 ; Elizabeth Fee, Roy Acheson (eds), *A History of the Education in Public Health*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

¹⁹. J. Sealander, *Private Wealth and Public Life: Foundation Philanthropy and the Reshaping of American Social Policy from the Progressive Era to the New Deal*, *op. cit.*, p. 63.

²⁰. Abraham Flexner, *The American College*, New York, 1908.

²¹. A. Flexner, *Medical Education in the United States and Canada*, Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, 1910.

²². *Ibid*, p. 20.

²³. *Ibid*, p. 13.

rationalisation, il pointe avant tout la « surproduction »²⁴ de médecins et la médiocrité de leur formation, appelant à la diminution du nombre d'écoles ainsi qu'à une élévation du niveau et de la durée des études. Après avoir réalisé une enquête sur l'enseignement médical européen complétant son travail américain²⁵, A. Flexner entre en 1913 au General Education Board, où il va piloter cette réorganisation, qui sera pour l'essentiel achevée au début des années 1930.

La cristallisation de l'universalisme philanthropique

L'Amérique latine et l'Asie

Dès 1905, Frederick T. Gates émet l'idée d'élargir les activités de la philanthropie Rockefeller au monde entier, idée qui se concrétise en mai 1913 par la création de la fondation Rockefeller, dont l'objectif est de faire « le bien-être de l'humanité à travers le monde »²⁶. La fondation organise immédiatement une International Health Commission (qui devient l'International Health Board en 1916), afin « d'étendre les bénéfices de l'expérience américaine »²⁷ acquise dans le traitement de l'ankylostomiase, présente dans une cinquantaine de pays²⁸, mais aussi de l'appliquer à d'autres maladies comme la malaria ou la fièvre jaune. Entre 1913 et 1950, l'IHB investira 100 millions de dollars dans cette campagne sanitaire mondiale²⁹. Mais cette vaste entreprise ne s'explique pas seulement par un volontarisme réformateur teinté de messianisme : elle s'inscrit également dans la mise en place par le gouvernement américain de campagnes sanitaires dans les régions passées dans son orbite géopolitique, directe ou indirecte, dans les Caraïbes (Cuba, 1898 ; Panama, 1903 ; Haïti, 1905) et le Pacifique (Hawaï, 1898 ; Philippines, 1898 ; Samoa, 1899). La sécurisation sanitaire de ces zones devient une préoccupation pour plusieurs raisons : d'une part, pour éviter la propagation (ou le retour) de maladies sur le territoire américain, notamment dans le

²⁴. *Ibid*, p. 14.

²⁵. A. Flexner, *Medical Education in Europe*, Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, 1912.

²⁶. Rockefeller Foundation, *Annual Report* (ci-après RFAR), 1913, p. 7-8.

²⁷. « Principles and Policy of Giving », octobre 1913, Rockefeller Foundation Archives, Pocantico Hills, États-Unis, Record Group 3, Series 900, Box 21, Folder 163 (ci-après RF 3/900/21/163).

²⁸. Cette maladie n'a jamais été éradiquée malgré les grandes campagnes ; elle fait partie de celles auxquelles s'intéresse aujourd'hui la fondation Bill et Melinda Gates.

²⁹. Emily S. Rosenberg, « Missions to the World: Philanthropy Abroad », dans Lawrence J. Friedman, Mark D. McGarvie (eds), *Charity, Philanthropy and Civility in American History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 253. Voir également John Farley, *To Cast out Disease: A History of the International Health Division of the Rockefeller Foundation*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

Sud où la fièvre jaune a disparu depuis la fin du XIX^e siècle ; d'autre part, pour protéger les intérêts économiques américains de plus en plus importants dans ces régions, et éviter que les flux de marchandises et d'hommes en direction et en provenance des États-Unis ne s'accompagnent d'une dissémination des maladies ; enfin, pour protéger les populations américaines, civiles et surtout militaires, stationnées dans ces pays ; en 1898, l'intervention américaine à Cuba contre l'Espagne s'était soldée par plus de 6 400 morts américains, dont moins de 1 000 du fait des opérations militaires, et plus de 5 400 du fait des maladies locales. C'est la raison pour laquelle l'armée américaine occupant Cuba organise dès 1900 une mission scientifique destinée à étudier la fièvre jaune et une campagne sanitaire, dirigée par le général William C. Gorgas, pour l'éradiquer³⁰. Les campagnes sanitaires sont donc, dès le début du XX^e siècle, l'un des corollaires de la politique étrangère américaine, et il est fort probable que l'ouverture du Canal de Panama en 1914, avec les risques de propagation dans la zone Pacifique qu'il comporte, joue un rôle d'accélérateur dans leur développement.

L'action menée par l'IHC à partir de 1913 s'inscrit à l'évidence dans ce processus, et dans tous les pays concernés, elle se déroule en concertation avec les autorités américaines et locales³¹. La première campagne a lieu dans les Antilles britanniques, territoires peu étendus permettant de réaliser un test qui sera ensuite reproduit à plus grande échelle en 1915 et 1916 dans d'autres possessions anglaises (Égypte, Malaisie, Ceylan). À partir de 1915, l'IHC envisage d'élargir son action à l'Amérique latine. Le Brésil est le premier pays où est menée une investigation sur l'ankylostomiase entre janvier et mai 1916, qui sera suivie de semblables en Colombie (1920-1929), en Argentine (1923-1927), au Paraguay (1922-1927) et au Venezuela (1927-1928). Dans le domaine de la fièvre jaune, l'IHB créée en 1916 une commission dont elle confie la présidence au général W. C. Gorgas ; lorsque celui-ci quitte ses fonctions de médecin en chef du service de santé de l'armée américaine en 1918, l'IHB l'engage pour coordonner sa campagne mondiale, mission qu'il conduit jusqu'à sa mort en

³⁰. Elizabeth Fee, Dorothy Porter, « Public Health, Preventive Medicine and Professionalization: England and America in the Nineteenth Century », dans Andrew Wear (ed.), *Medicine in Society: Historical Essays*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 259. C'est sans doute la même logique qui guide la campagne d'éradication de la malaria menée par la Rockefeller et l'armée américaine en Haute-Égypte entre 1943 et 1945 (cf. Marcos Cueto, « The Cycles of Eradication: The Rockefeller Foundation and Latin American Public Health, 1918-1940 », dans Paul Weindling (ed.), *International Health Organisations and Movements, 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 236).

³¹. M. Cueto, « Vision of Science and Development: The Rockefeller Foundation's Latin American Surveys of the 1920s », dans M. Cueto (ed.), *Missionaries of Sciences: The Rockefeller Foundation and Latin America*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 2.

1920³². L'IHB entreprend ainsi des opérations en Équateur (1918), au Guatemala (1919), au Pérou (1920-1922), au Mexique (1923) et au Brésil (1923-1940). Cette action est menée en collaboration avec le Rockefeller Institute for Medical Research de New York, qui envoie ses chercheurs sur place dans le but de mieux connaître l'étiologie de la maladie.

À l'instigation du pasteur Gates, Rockefeller s'intéresse également à la Chine dès 1906. L'action de la fondation va ici s'ancrer dans une tradition liant les activités missionnaires et médicales : depuis la seconde moitié du XIX^e siècle en effet, des médecins missionnaires américains sont partis en Asie, à la fois pour guérir et pour convertir les populations. Le projet chinois de Gates se traduit par la réalisation en 1908 d'une enquête sur le système éducatif chinois menée par un professeur de l'université de Chicago et financée par John D. Rockefeller³³ ; puis en 1914 est créé au sein de la fondation Rockefeller le China Medical Board, dont la direction est confiée à Roger Greene, ancien Consul général américain en Chine et, détail révélateur, fils d'un missionnaire ayant exercé son ministère au Japon³⁴. Après avoir organisé deux missions d'enquêtes (en 1914 et en 1915), la fondation établit un programme de développement de l'enseignement médical chinois, qui se concrétise d'abord par une aide à des hôpitaux créés par des missionnaires, puis par la création d'une faculté de médecine destinée à former une élite de praticiens supposés permettre la pénétration en Chine de la médecine scientifique occidentale et la modernisation de la médecine locale jugée par George E. Vincent conservatrice et proche du charlatanisme³⁵. La stratégie appliquée en Chine est, au moins au départ, identique à celle mise en œuvre par Abraham Flexner pour la réforme de l'enseignement médical américain. De fait, l'organisation du Peking Union Medical College, inauguré en septembre 1921, est calquée sur celle de la faculté de médecine de l'université Johns Hopkins, dont l'ancien doyen William Welch est également membre du conseil d'administration du China Medical Board dès sa création. Elle témoigne bien de la ferveur missionnaire de la philanthropie Rockefeller des débuts, indifférente aux spécificités locales le plus souvent assimilées à des survivances obscurantistes destinées à être balayées par une modernisation volontariste.

³². G. E. Vincent, *Rapport sur l'activité de la fondation Rockefeller pour l'année 1920* (en français), New York, 1921, p. 27 et suivantes.

³³. Mary Brown Bullock, *An American Transplant: The Rockefeller Foundation and Peking Union Medical College*, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 31 et suivantes.

³⁴. *Ibid.*, p. 48. Le frère de Roger, Jerome Greene, est le secrétaire exécutif de la fondation.

³⁵. G. E. Vincent, *Rapport sur l'activité de la fondation Rockefeller pour l'année 1921* (en français), New York, 1921, p. 23 et suivantes.

La Première guerre mondiale et l'intervention en Europe

La Grande Guerre survient alors que la politique internationale de la Rockefeller est encore en cours de définition et que son champ d'action se limite à l'Amérique latine et à l'Asie³⁶. Le déclenchement des hostilités en Europe a des répercussions importantes sur la place de la philanthropie aux États-Unis³⁷ ; elle donne à la Rockefeller l'occasion d'étendre le champ géographique de ses activités et favorise la maturation de sa conscience universaliste. Jusqu'en 1914, l'Europe a constitué un horizon intellectuel et une référence majeure pour les philanthropes américains : ainsi l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut Koch de Berlin ont-ils constitué les modèles du Rockefeller Institute for Medical Research, dont le directeur Simon Flexner (le frère d'Abraham), a passé plusieurs mois en Europe en 1903-1904 pour étudier leur fonctionnement³⁸. De même, l'enquête *Medical Education in Europe* menée par A. Flexner, était destinée à puiser dans les exemples français, anglais et surtout allemand la matière à une réforme de l'enseignement médical américain. La guerre contribue à briser l'allégeance intellectuelle vis-à-vis de l'Europe, et renverse les rôles : désormais, et de manière de plus en plus affirmée au cours des années 1920, les philanthropes américains vont se considérer comme les porteurs d'un modèle américain dont l'Europe peut s'inspirer.

Au début du conflit, l'intervention de la Rockefeller prend la forme de l'action humanitaire. La fondation n'est alors que l'une des multiples organisations américaines actives sur le vieux continent, dont la plus importante est la Croix-Rouge. Entre 1914 et 1918, la Rockefeller participe aux actions de secours de guerre, mais se démarque d'emblée des organisations caritatives en menant également sa propre politique. D'un côté, elle donne un million de dollars à la Commission for the Relief in Belgium fondée en octobre 1914 par Herbert Hoover pour fournir de la nourriture, des vêtements et des médicaments aux populations civiles de Belgique et du Nord de la France³⁹ ; de l'autre, elle crée à la fin de 1914 sa propre War Relief Commission⁴⁰, qui, tout en assurant des actions humanitaires classiques, affirme sa spécificité en prenant d'autres types d'initiatives : campagne contre le typhus en Serbie ; bourses permettant à des scientifiques belges chassés par l'attaque allemande de poursuivre leurs

³⁶. Surveys of Foreign Countries, 24 mai 1916, RF 3/900/21/164.

³⁷. B. D. Karl, S. N. Katz, « The American Private Philanthropic Foundations and the Public Sphere (1890-1930) », art. cité, p. 260 et suivantes.

³⁸. Harvey A. McGehee, *Science at the Bedside: Clinical Research in American Medicine 1905-1945*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981, p. 79. Voir aussi E. R. Brown, *Rockefeller Medicine Men. Medicine and Capitalism in America*, op. cit., p. 107.

³⁹. Georges I. Gay, *The Commission for Relief in Belgium: Statistical Review of Relief Operations (November, 1, 1914 to August, 31, 1919)*, Stanford, Stanford University Press, 1925, p. 65.

⁴⁰. War Relief Work, 1914, RF 1/100/56/560.

recherches en Angleterre ; aide à l'hôpital de campagne créé à Compiègne pour expérimenter une méthode de désinfection des blessures⁴¹ mise au point par le français Alexis Carrel et l'anglais Henry Dakin. L'originalité de cet hôpital qui commence à fonctionner en avril 1915⁴² est de regrouper dans un même lieu les soins aux blessés et un laboratoire de recherche permettant d'affiner la connaissance des phénomènes bactériologiques. Au total, la fondation dépensera quelque 22 millions de dollars dans les activités humanitaires entre 1914 et 1918⁴³, dont 6,5 millions pour la War Relief Commission⁴⁴.

Lors de l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, la Rockefeller dissout sa Commission et décide de cesser toute activité humanitaire classique pour se limiter au soutien financier : en mai, elle accorde un financement important à la Croix-Rouge américaine⁴⁵, tandis qu'en décembre, les *trustees* officialisent la nouvelle ligne politique : le travail humanitaire est laissé à la Croix-Rouge, tandis que la fondation se concentre désormais sur la « reconstruction d'après guerre » en Europe⁴⁶. De fait, alors que la Croix-Rouge quitte les ex-pays belligérants dès 1919, une fois l'urgence sanitaire retombée, la Rockefeller inscrit son action dans le long terme et reste présente en permanence sur le vieux continent pendant tout l'entre-deux-guerres.

La campagne antituberculeuse menée en France par l'IHB entre 1917 et 1922 est la première opération d'envergure réalisée par la Rockefeller en Europe dans le cadre de son projet philanthropique. Comme pour les campagnes sanitaires menées en Amérique latine, le lien avec les préoccupations du gouvernement américain est évident. Même si les premières sollicitations auprès de la Rockefeller pour intervenir en matière de tuberculose émanent de personnalités investies dans les actions de secours de guerre (la romancière Edith Wharton, dès mars 1916), la perspective d'une intervention des États-Unis dans le conflit est probablement déterminante. De fait, la première mission d'investigation menée en France en février 1917 pour le compte de la fondation par le docteur Herman Biggs (responsable des services sanitaires de la ville de New York) est suivie d'une mission du Département d'État sur l'état des conditions sanitaires sur le front.

⁴¹. War Relief Work, 1915, RF 1/100/56/560.

⁴². Alexis Carrel à Simon Flexner, 6 avril 1915, RF 1/100/64/633.

⁴³. Robert E. Kohler, « Science and Philanthropy: Wickliffe Rose and the International Education Board », *Minerva*, 23 (1), 1985, p. 79, note 15.

⁴⁴. Edwin Embree, *Memorandum on RF Program*, 24 septembre 1917, RF 3/900/21/164.

⁴⁵. War Relief Work, 1917, RF 1/100/56/560.

⁴⁶. RF Minutes, 5 décembre 1917, RF 3/900/21/158a.

À bien des égards, la campagne antituberculeuse trace le cadre général des actions de la fondation en France pendant tout l'entre-deux-guerres⁴⁷. La diversité des actions entreprises au cours de cette campagne atteste en effet l'ambition du projet philanthropique : aider à la constitution d'un réseau national de dispensaires ayant vocation, après la fin de la campagne, à effectuer le dépistage d'autres maladies que la tuberculose ; contribuer à la mise en place d'une administration centralisée de la santé publique ; former les professionnels de la santé (médecins et surtout infirmières) au traitement des nouvelles maladies ; sensibiliser le public à l'hygiène individuelle et collective par de grandes campagnes éducatives. C'est un modèle d'organisation que la fondation propose au cours de cette campagne : même si les Américains constatent rapidement qu'ils n'ont rien à apprendre aux Français en matière de tuberculose, ils possèdent en revanche un savoir-faire rodé au cours des grandes campagnes sanitaires mais également mis en œuvre dans l'organisation des administrations sanitaires des grandes villes américaines (en particulier par Hermann Biggs à New York⁴⁸). Lorsqu'il fait le bilan des premiers mois de la campagne en France au début de 1918, George E. Vincent note que « l'individualisme » caractéristique de « l'esprit français » explique pourquoi « il n'y a pas d'organisation centralisée et efficace permettant une action multiforme contre la tuberculose [et que] c'est dans ce domaine que l'Amérique peut apporter sa contribution »⁴⁹.

La Rockefeller envisage rapidement de transposer l'action antituberculeuse dans d'autres pays comme le montre l'envoi au Luxembourg et en Belgique au printemps 1920 d'équipes de démonstrations venues de France⁵⁰. Mais, au-delà de la tuberculose, c'est un objectif plus ambitieux qu'elle poursuit : reconstruire, ou plutôt construire, dans tous les nouveaux pays issus de la décomposition des empires centraux, des systèmes nationaux de santé publique. En février 1920, le secrétaire de la fondation, Edwin Embree, plaide auprès du président G. Vincent pour que la Rockefeller participe à la reconstruction des anciens pays belligérants, au motif que l'Europe sera, dans le siècle à venir, l'une des aires dont dépend « le progrès de la civilisation »⁵¹. Les premières enquêtes menées par l'IHB ont lieu en Tchécoslovaquie (1919), puis en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie (1922), en Yougoslavie (1924) et en Roumanie

⁴⁷. L. Tournès, « Penser global, agir local : la fondation Rockefeller en France, 1914-1960 », dans Anne Dulphy, Robert Frank, Marie-Anne Matard-Bonucci, Pascal Ory (dir.), *Les relations culturelles internationales. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Actes du colloque, Université Paris-I (13-15 mai 2006), à paraître en 2007.

⁴⁸. Hermann Biggs, *Preventive Medicine in the City of New York*, New York, 1897.

⁴⁹. RFAR, 1918, p. 2.

⁵⁰. Annual Report of the Division of Publicity and Education of the Commission for the Prevention of Tuberculosis in France, 1920, RF 1.1/500/30/272.

⁵¹. E. Embree à G. E. Vincent, 2 février 1920, RF 3/900/21/159.

(1925)⁵². C'est dans les trois premiers pays que seront menées les actions les plus importantes⁵³. Dans la mise en œuvre de cette sorte de plan Marshall sanitaire, les hommes de la Rockefeller ont conscience d'intervenir dans un contexte politique particulier, une politique sanitaire rationnelle constituant à leurs yeux un moyen d'améliorer la situation des populations tout en propulsant aux commandes de nouvelles élites médico-administratives destinées à remplacer les anciennes par trop liées au militarisme austro-prussien.

L'action entreprise en Europe donne *de facto* à la politique rockefellerienne un caractère mondial qui se traduit par une stratégie de points d'appuis officialisée en décembre 1917 par les *trustees* : outre la création d'administrations sanitaires, ceux-ci envisagent de développer l'enseignement médical « à l'échelle mondiale » en créant un « système planétaire »⁵⁴ d'universités installées à des « endroits stratégiques »⁵⁵. L'inclusion de l'Europe dans cette stratégie se concrétise en 1919 par la création au sein de la fondation, d'une Division of Medical Education (DME), dont l'objectif est de piloter les actions en matière d'enseignement médical hors des États-Unis. Afin de suivre plus facilement celles qui sont entreprises sur le vieux continent, la fondation crée en 1923 un *Office* à Paris, qui prend le relais de celui créé en 1917 pour administrer la commission antituberculeuse. C'est ce Bureau qui gèrera les affaires européennes de la Rockefeller entre 1923 et 1940, puis entre 1944 et sa fermeture définitive en 1959. La stratégie des points d'appuis ne se limite pas à la santé publique et à la médecine : en 1923 également est créée une autre organisation cousine de la fondation Rockefeller, l'International Education Board (IEB), dont Wickliffe Rose prend la tête et dont l'objectif est de contribuer au développement des laboratoires et des instituts de recherches dans le domaine des sciences (physique, biologie, mathématiques...). Enfin, le Laura Spelman Rockefeller Memorial, autre organisation de la galaxie Rockefeller créée en 1918 et consacrée aux sciences sociales, s'inscrit également dans cette stratégie des points d'appuis, en élaborant à partir de 1924 un programme de soutien à des instituts de sciences sociales dans le monde.

⁵². Paul Weindling, « Public Health and Political Stabilisation: The Rockefeller Foundation in Central and Eastern Europe between the Two World Wars », *Minerva*, XXXI (3), automne 1993, p. 256 et suivantes. Voir également Benjamin B. Page, « The Rockefeller Foundation and Central Europe: A Reconsideration », *Minerva*, XL (3), 2002, p. 265-287.

⁵³. Minutes of the IHB, 14 octobre 1929, RF 1.1/500/13/151.

⁵⁴. RF Minutes, 5 décembre 1917, RF 3/900/21/158a.

⁵⁵. Conference, 11-2 janvier 1919, RF 3/900/21/164.

« Marchands de lumière »

L'arrivée à maturité du projet universaliste dont témoigne cette stratégie mondiale s'appuie sur la foi en la toute-puissance de la science pour assurer le progrès humain, foi qui devient à partir du début des années 1920 le pilier du projet philanthropique. Elle s'exprime particulièrement bien dans les discours de George E. Vincent, dont la culture positiviste imprègne le message que la fondation entend délivrer au monde : lorsqu'il évoque en 1922 son programme médical, il souligne qu'Auguste Comte « dans son *Cours de philosophie positive*, déclarait que chaque corps de savoir passait par deux âges, le théologique et le métaphysique, pour arriver à un troisième, l'âge positif ou scientifique. (...) Le développement de la médecine a suivi d'une manière générale la loi de Comte ». Cette marche vers l'âge scientifique est largement dûe, selon G. Vincent, à la circulation internationale des idées qui a permis les avancées de la médecine : l'histoire de celle-ci depuis l'Antiquité est décrite comme une « rivière dont les affluents sont venus, au cours des siècles, de tous les pays du monde »⁵⁶. L'Américain reprend à son compte l'expression de Louis Pasteur : « La science n'a pas de nationalité car le savoir est le patrimoine de l'humanité, le flambeau qui éclaire le monde »⁵⁷; elle « souffre (...) du nationalisme » et son « progrès » « nécessite la coopération du monde entier et un échange continu d'idées entre les savants »⁵⁸. C'est dans ce domaine que la Rockefeller entend apporter sa contribution : pour gagner la « guerre mondiale (...) contre la maladie », « il faut des *leaders* pour repousser les frontières de la recherche médicale, de l'enseignement, de l'organisation et de l'administration »⁵⁹ ; il est donc nécessaire de favoriser « la formation des chercheurs en favorisant les échanges internationaux »⁶⁰ et le « commerce mondial des idées »⁶¹. Dans l'esprit de G. Vincent, ces *leaders* sont semblables aux « marchands de lumière »⁶² décrits par le philosophe anglais Francis Bacon (1561-1626)⁶³ dans *La nouvelle Atlantide*. En citant celui qui a fait de l'avancement du savoir et du rêve d'une société conduite par la science l'idée centrale de son œuvre, Vincent place implicitement l'action de la fondation dans une longue lignée remontant à l'Humanisme de la Renaissance, de même qu'en faisant sienne la loi des

⁵⁶. RFAR, 1922, p. 13-17.

⁵⁷. *Ibid.*, 1923, p. 10.

⁵⁸. *Ibid.*, 1921, p. 40.

⁵⁹. *Ibid.*, 1918, p. 39.

⁶⁰. *Ibid.*, 1923, p. 11.

⁶¹. *Ibid.*, 1921, p. 40.

⁶². G. E. Vincent, *La Fondation Rockefeller : rapport de l'œuvre accomplie en 1921* (en français), New York, 1922, p. 40-41.

⁶³. Francis Bacon est l'une des références majeures des sociologues américains de la première génération, en particulier de A. Small.

trois états de Comte, il l'inscrit dans une généalogie remontant aux Lumières. La mobilisation de ces références indique que désormais la fondation Rockefeller se perçoit comme porteuse d'un modèle à apporter au monde, en particulier à une Europe détruite où les échanges scientifiques ont été interrompus par quatre ans de guerre.

Du progressisme à l'internationalisme

La construction d'un réseau mondial

Cette ambition d'organiser la circulation mondiale des savoirs afin de les rendre disponibles rapidement « partout dans le monde »⁶⁴ se traduit par un travail de constitution de réseaux de dimension internationale, qui constitue la marque de fabrique des grandes fondations philanthropiques, et particulièrement de la Rockefeller qui semble l'avoir poussé à sa perfection.

La manifestation la plus visible de cette pratique est la création des *fellowships*⁶⁵, bourses d'étude permettant à de jeunes *leaders* de compléter leur formation dans un pays étranger pour une durée variant de quelques mois à trois ans. Entre 1915 et 1970, le programme *Fellowships* concernera quelque 9 500 personnes (dont probablement les deux tiers sur la période 1915-1939) réparties entre 88 pays, et mobilisera jusqu'à 10 % du budget de la fondation au cours des années 1920. À sa clôture en 1970, il lui aura coûté 1 milliard de dollars, soit 5 % de ses dépenses totales⁶⁶. C'est dans le cadre de la campagne mondiale contre la maladie que le procédé est inauguré en 1915, avec des bourses de voyage accordées à des médecins et à des infirmières. Il n'est pas limité à l'Europe : entre 1917 et 1942, afin de former des élites capables de prendre la tête des facultés de médecine, des hôpitaux et des administrations de santé publique qu'elle finance en Amérique du Sud, la Rockefeller fait venir aux États-Unis (notamment à la Johns Hopkins University) plus de 300 étudiants, surtout brésiliens, amorçant au profit du continent nord-américain une réorientation des flux d'étudiants auparavant

⁶⁴. RF Minutes, 5 décembre 1917, RF 3/900/21/158a.

⁶⁵. Sur les fondations et le début de la pratique des *fellowships*, voir Stanley Coben, « Foundation Officials and Fellowships: Innovation in the Patronage of Science », *Minerva*, XIV (2), 1976, p. 225-240.

⁶⁶. Voir la liste complète des boursiers dans *The Rockefeller Foundation Directory of Fellowships and Scholarships*, New York, Rockefeller Foundation, 1972. Sur les aspects généraux du programme, voir L. Tournès, « Les élites françaises et l'américanisation : le réseau des boursiers de la fondation Rockefeller (1917-1970) », *Relations internationales*, 116, novembre-décembre 2003, p. 501-513.

majoritairement orientés vers l'Europe, et en particulier vers la faculté de médecine de Paris. Par la suite, la Rockefeller organisera sur le modèle du programme *Fellowships*, le programme *Refugee Scholars*, d'abord destiné à des scientifiques fuyant l'Allemagne à partir de 1933, puis élargi à l'ensemble du continent européen en 1940⁶⁷. Entre 1933 et 1945, 303 chercheurs venus de 10 pays en bénéficieront⁶⁸.

Outre les *fellowships*, la fondation accorde de nombreuses bourses de voyage de courte ou de moyenne durée dont il est difficile d'évaluer le nombre exact⁶⁹. Ce qui est sûr, c'est que dès le début des années 1920, la philanthropie Rockefeller devient une véritable agence de voyages scientifiques. Entre autres exemples, l'IHB cofinance en 1922 avec l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations un programme de rencontre entre médecins européens qui se traduit par l'organisation, trois fois par an, de voyages d'études collectifs de plusieurs semaines dans un ou plusieurs pays. Jusqu'en 1930, ce programme concernera plus de 600 personnes⁷⁰. En Amérique du Sud et dans la zone Pacifique, en l'absence d'organisation analogue à la SDN, l'IHB organise seul ces échanges le plus souvent à destination ou en provenance des États-Unis⁷¹. Un autre exemple caractéristique est l'organisation de voyages de groupes destinés à faire découvrir l'organisation médicale américaine et ses méthodes « modernes »⁷² : en 1922, la fondation invite six professeurs de la faculté de médecine de Strasbourg⁷³ à visiter pendant trois semaines hôpitaux, facultés et centres de recherches des grands pôles universitaires américains (Harvard, Columbia, Johns Hopkins...) ⁷⁴ ; en 1923, une équipe de six Japonais fait de même⁷⁵ ; en 1925, le doyen de la faculté de médecine de Lyon, Jean Lépine, est invité avec quelques collègues à visiter les hôpitaux anglais, dans la perspective de la subvention

⁶⁷. Diane Dosso, « Louis Rapkine et la mobilisation scientifique de la France libre », thèse de doctorat d'histoire, université Paris VII, 1998 ; Giuliana Gemelli (ed.), *The Unacceptables: American Foundations and Refugee Scholars Between the Two Wars and After*, Bruxelles, Peter Lang, 2000 ; Emmanuelle Loyer, *Paris à New York : intellectuels et artistes français en exil, 1940-1947*, Paris, Grasset, 2005, chap. 1.

⁶⁸. Voir la liste complète dans Thomas B. Appleget, « The Foundation's Experience with Refugee Scholars », 5 mars 1946, RF 1.1/200/47/545a.

⁶⁹. Le cas français donne une indication en ce sens : on compte 305 *fellowships* entre 1917 et 1970, mais, selon un relevé quasi exhaustif mené dans les archives Rockefeller relatives à la France, il faut y ajouter près de 100 voyages d'une autre nature, soit 30% de plus. Si l'on extrapole ce chiffre au niveau mondial en l'ajoutant au nombre total de *fellows* (9 500), le nombre de bourses de voyages accordées par la fondation entre 1917 et 1970 se monterait à environ 12 500.

⁷⁰. Pierre Blayac, *L'Organisation d'hygiène de la Société des Nations*, thèse pour le doctorat en médecine, université de Toulouse, 1932, p. 42.

⁷¹. *Ibid.*, 1923, p. 278.

⁷². RF Minutes, 27 mai 1925, RF 1.1/500/3/26.

⁷³. RF Minutes, 24 mai 1922, RF 1.1/500/8/87.

⁷⁴. Georges Weiss, « Rapport sur la visite aux États-Unis », 1-21 octobre 1922, RF 1.1/500/9/89.

⁷⁵. RFAR, 1923, p. 291.

Rockefeller pour la construction de la nouvelle faculté de médecine de Lyon⁷⁶ ; l'année suivante, il visite également les installations américaines⁷⁷. Bien qu'elle ait été souvent négligée par les spécialistes de la philanthropie du fait de sa modestie au regard du budget global de la fondation, cette politique de tourisme scientifique (souvent au bénéfice des États-Unis) est bien un élément central de la stratégie Rockefeller tout au long de l'entre-deux-guerres.

L'autre volet de cette stratégie de réseaux est le financement d'institutions entrepris dans le cadre de la politique de points d'appuis. Il est indissociable du premier, au sens où il permet d'ancrer les relations personnelles tissées avec les *fellows* dans des institutions. L'action de la Rockefeller en matière d'enseignement et de recherche médicale l'illustre bien. L'objectif de la Division of Medical Education (DME) est en effet de contribuer à une réforme internationale de la médecine et de promouvoir le « Full-Time System » fondé sur le regroupement en un seul lieu de l'hôpital, du laboratoire et de la faculté de médecine. Largement inspiré du modèle allemand, ce système est alors en cours d'installation aux États-Unis sous l'impulsion de la Rockefeller suivant le schéma proposé par Abraham Flexner en 1910. Dans cette perspective, la DME mène 27 enquêtes en Europe entre 1920 et 1931 (Belgique, Pologne, Allemagne, Autriche, Hollande, Angleterre, Bulgarie, Roumanie, Suisse, Danemark, Écosse, Espagne, États Baltes, Italie, France, Irlande, Norvège, Pays de Galles, Islande, Russie, Finlande, Grèce, Portugal⁷⁸). La plupart débouchent sur des subventions à des facultés de médecine, soit pour des projets globaux de construction de bâtiments (c'est la stratégie dite d'*institution building*), soit pour équiper des laboratoires et des bibliothèques, soit pour créer des chaires dans des disciplines nouvelles. Cette stratégie est également appliquée en Amérique du Nord (programme de soutien aux facultés de médecine canadiennes lancé en 1922), en Amérique latine (faculté de médecine de Sao Paulo), en Asie (Peking Union Medical College, université de Bangkok, faculté d'hygiène et de santé publique de Calcutta, faculté de médecine de Tokyo), dans la zone Pacifique (facultés de médecine de Hong Kong et de Manille) et, dans une moindre mesure, au Moyen-Orient (université américaine de Beyrouth). Elle connaît quelques réalisations spectaculaires comme

⁷⁶. RF Minutes, 27 mai 1925, RF 1.1/500/3/26.

⁷⁷. Richard M. Pearce Diary, 13 mai 1926, RF 12.1.

⁷⁸. William H. Schneider, « The Men who Followed Flexner: Richard Pearce, Alan Gregg and the Rockefeller Foundation Medical Divisions, 1919-1951 », dans W. H. Schneider (ed.), *Rockefeller Philanthropy and Modern Biomedicine: International Initiatives from World War I to the Cold War*, Bloomington, Indiana University Press, 2002, p. 18.

l'hôpital de l'University College de Londres, achevé en 1923⁷⁹ ; l'Université libre de Bruxelles (1928) ou la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (1930). Mais, là encore, celles-ci ne constituent que la face émergée de l'iceberg, car le financement Rockefeller concerne en fait une multiplicité de laboratoires au sein des universités considérées. En effet, à côté des grands projets de financement (*grants*), la fondation accorde de très nombreuses subventions modestes aux laboratoires (*grants-in-aid*) pour l'achat de matériel ou la rémunération d'assistants de recherche. Quasi invisibles à l'échelle du budget Rockefeller, ces aides sont parfois capitales dans la mise en œuvre d'une recherche et dans le début d'une carrière.

La stratégie d'*institution building*, qui occupe l'essentiel des actions dans les années 1920, évolue au cours de la décennie suivante, la fondation décidant alors de financer avant tout des projets de recherches. Mais la logique de réseau qui sous-tend cette politique est identique, et même accentuée, car si les sommes investies dans chacun des projets sont moins importantes, le nombre d'institutions et de personnes concernées est plus élevé. Ainsi, entre 1929 et 1939, la DME subventionne plus de 120 institutions (essentiellement des facultés de médecine), dont les deux tiers hors des États-Unis, dans près de 30 pays (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Suisse, Suède, Norvège, Italie, Pologne, Danemark, Brésil, Australie, Chine, Philippines...). Avec nombre d'entre elles, la fondation tisse des liens de long terme : c'est le cas des grandes universités américaines (Harvard, Chicago, Johns Hopkins, Columbia, Yale), mais également d'autres institutions telles que les facultés de médecine chinoises gravitant autour du Peking Union Medical College, qui seront financées par la fondation sans interruption pendant de 1916 jusqu'à la fin des années 1930. Cette politique en direction des facultés de médecine est complétée par les subventions données à partir de 1929 aux facultés des sciences par la Natural Sciences Division (NSD) de la fondation, afin de développer la recherche biologique en relation avec la médecine. Jusqu'en 1939, la NSD finance près d'une centaine d'institutions (souvent les mêmes que la DME) dans 16 pays⁸⁰. Mais à l'intérieur des institutions, facilement identifiables, le nombre de laboratoires et de personnes concernés est bien plus important : en France, par exemple, si le financement américain concerne essentiellement 6 universités (Paris, Lyon, Strasbourg, Marseille, Toulouse, Nancy) ce sont en

⁷⁹. D. Fisher, « The Rockefeller Foundation and the Development of Scientific Medicine in Great Britain », *Minerva*, XVI (1), printemps 1978, p. 20-41.

⁸⁰. RFAR, 1929 à 1939. Pour des exemples, voir Giuliana Gemelli, Jean-François Picard, William H. Schneider (eds), *Managing medical Research in Europe: The Role of the Rockefeller Foundation (1920-1950's)*, Bologne, CLUEB, 1999 ; W. H. Schneider (ed.), *Rockefeller Philanthropy and Modern Biomedicine: International Initiatives from World War I to the Cold War*, *op. cit.*.

réalité près de 40 laboratoires qui reçoivent des fonds. Là encore, les financements sont souvent modestes (de quelques centaines à quelques milliers de dollars), mais l'effet de « réseau » est, lui, bien réel, et l'on aurait tort de croire qu'il repose uniquement sur une base financière et qu'il s'évanouit une fois la bourse dépensée : l'examen du parcours de certains chercheurs sur plusieurs décennies montre au contraire que la fondation a entretenu avec nombre d'entre eux une relation sur le long terme qui s'est souvent prolongée après la Seconde guerre mondiale⁸¹. Dans le domaine des sciences biomédicales en plein essor au cours de l'entre-deux-guerres, la fondation Rockefeller se trouve donc au centre d'un réseau international considérable.

Cette logique est également à l'œuvre dans le domaine des sciences sociales : dès 1924, on l'a vu, le Laura Spelman Rockefeller Memorial a entrepris de soutenir la création ou le développement d'instituts de sciences sociales dans des endroits stratégiques (la London School of Economics en 1924, l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève en 1927)⁸². En 1929, il est intégré à la fondation Rockefeller, où il devient la Social Sciences Division (SSD) ; celle-ci poursuit l'action entreprise, en particulier dans deux secteurs : l'étude de la conjoncture économique et les relations internationales. Dans le premier, elle finance au cours des années 1930 46 instituts (dont la moitié hors des États-Unis)⁸³, qui entretiennent des relations, échangent des informations, des publications et des méthodes de travail, et, tout comme les laboratoires scientifiques, constituent des structures d'accueil pour les *fellows* sélectionnés par la fondation. Dans le domaine des relations internationales, discipline encore dans les limbes, le premier soutien du Laura Spelman Rockefeller Memorial date de 1928 (pour un programme de recherches de l'université de Harvard) ; entre 1929 et 1939, la SSD soutiendra les activités de 25 instituts, dont 15 hors des États-Unis. Ce soutien souvent long (jusqu'à dix ans) et parfois conséquent (jusqu'à un million de dollars) a concerné plusieurs universités ou organismes américains (Foreign Policy Association, Council of Foreign Relations, universités de Harvard et de Yale), canadiens (Canadian Institute of International Affairs) ou européens (Institut universitaire de hautes

⁸¹. L. Tournès, « Le réseau des boursiers Rockefeller et la recomposition des savoirs biomédicaux en France (1920-1970) », *French Historical Studies*, 29-1, janvier-mars 2006, p. 77-107.

⁸². Social Science Report, 23 novembre 1926, LSRM II.6/63/676.

⁸³. L. Tournès, « Les échanges culturels franco-américains au XX^e siècle : jalons pour une histoire des circulations transnationales » (en collaboration avec Emmanuelle Loyer), dans Laurent Martin, Sylvain Venayre (dir.), *L'histoire culturelle du contemporain*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2005, p. 181-192 ; pour une étude précise de l'un de ces instituts, voir L. Tournès, « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 65, décembre 2006, p. 49-70.

études internationales de Genève, Royal Institute of International Affairs de Londres, Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft de Berlin, Centre d'étude de politique étrangère de Paris, université Jean-Casimir de Lvov).

La collaboration avec la Société des Nations

À la différence du gouvernement américain, qui se replie dans l'isolationnisme après le refus du Congrès (en novembre 1919 puis avril 1920) de ratifier le traité de Versailles et la création de la SDN voulue par Woodrow Wilson, la fondation Rockefeller manifeste à travers cette logique de réseau une volonté d'engagement international. Elle fait partie d'une galaxie d'organisations américaines non gouvernementales dont la participation à la mouvance internationaliste de l'entre-deux-guerres est à la fois importante et encore très mal connue⁸⁴, tant est encore ancrée l'idée d'un désengagement des États-Unis de la scène internationale au cours de cette période.

Cet investissement et sa continuité avec la nébuleuse réformatrice sont bien illustrés par le parcours de Raymond B. Fosdick (1883-1972). L'homme a gravité dès le début de ses études de droit, dans les milieux réformateurs⁸⁵; après un début de carrière au service de l'administration municipale de New York, il entre dans le champ magnétique de la philanthropie Rockefeller dans le cadre du Bureau of Social Hygiene de New York (créé en 1911), pour le compte duquel il passe plusieurs mois en Europe en 1913-1914 à étudier l'organisation des polices municipales⁸⁶, dans la tradition des voyages de réformateurs américains du début du siècle⁸⁷. C'est également un disciple de Wilson, dont il a suivi l'enseignement à l'université Princeton. En mai 1919, le président américain le nomme sous-secrétaire général américain de la Société des Nations aux côtés du britannique Eric Drummond et du français Jean Monnet⁸⁸. R. B. Fosdick doit quitter ce poste en avril 1920

⁸⁴. Frank A. Ninkovich, *The Diplomacy of Ideas: U.S Foreign Policy and Cultural Relations 1938-1950*, Chicago, Imprint Publications, 1995 [1981].

⁸⁵. Allen F. Davis, *Spearheads for Reform: The Social Settlements and the Progressive Movement (1890-1914)*, Oxford, Oxford University Press, 1967, p. 35-36.

⁸⁶. Raymond B. Fosdick, *European Police Systems*, Londres, George Allen & Unwin, 1915. Cette enquête a été entreprise sur la suggestion d'A. Flexner, qui venait de réaliser pour le compte du Bureau une enquête sur la prostitution en Europe publiée en 1914 (A. Flexner, *An Autobiography*, New York, Simon and Shuster, 1960, p. 123).

⁸⁷. Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings: Social Politics in a Progressive Age*, Harvard, Harvard University Press, 1998 [1982], p. 33-75.

⁸⁸. R. B. Fosdick, *Letters on the League of Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

après le refus définitif du Congrès de ratifier le traité⁸⁹, mais il continue à militer en faveur de la SDN après son retour aux Etats-Unis en créant un League of Nations News Bureau, puis, en 1922, est l'un des fondateurs de la League of Nations Non-Partisan Association⁹⁰, qui publie des brochures afin de sensibiliser l'opinion américaine à l'activité de la SDN⁹¹. Au même moment (1921), il entre au Board of Trustees de la fondation Rockefeller, dont il devient rapidement l'un des membres les plus influents, gravissant les échelons de l'organisation jusqu'à en devenir le président de 1936 à 1948. Il est l'un des artisans essentiels de la connexion entre la fondation et les milieux internationalistes. À bien des égards, la Rockefeller apparaît ainsi comme l'un des refuges du wilsonisme, la sensibilité de celui-ci s'accordant parfaitement avec le projet philanthropique de « faire le bien-être de l'humanité à travers le monde » et de « promouvoir la compréhension entre les nations [en] rédui[sant] les tensions qui pourraient mener à l'affrontement armé »⁹². Tout au long de l'entre-deux-guerres, R. B. Fosdick appellera son pays à abandonner l'isolationnisme pour s'investir dans les affaires de la « communauté mondiale »⁹³ et y assumer le *leadership* que la Grande Guerre lui a donné. Si la Rockefeller se tient à distance des activités proprement politiques, la culture wilsonienne constitue l'arrière-plan fondamental de sa politique mondiale déployée au cours de cette période.

La traduction la plus visible de ce *credo* internationaliste est la longue collaboration qui s'est instaurée entre la Rockefeller et la Société des Nations, collaboration qui ne porte pas sur la dimension politique des activités de l'organisation, mais sur le travail de ses comités techniques. En juin 1922, la fondation accorde une subvention de 340 000 dollars à l'Organisation d'hygiène⁹⁴, afin de favoriser « la collecte de statistiques, l'information sur les épidémies, la généralisation des vaccins, les conférences internationales et les échanges de *health officers* »⁹⁵. Cette aide complète les actions en matière d'administration de la santé publique entreprises au même moment en Europe au niveau national. Donnée sur une base

⁸⁹. R. B. Fosdick, *Chronicle of a Generation*, New York, Harper & Brothers, 1958, p. 213.

⁹⁰. R. B. Fosdick, *The League and the United Nations after Fifty Years*, Newport, 1972, p. 6-7.

⁹¹. R. B. Fosdick, *An Opening Chapter in World Co-operation: The League of Nations after Four Years*, New York, 1924, et *The Outlawry of War: An American Fallacy*, New York, 1925.

⁹². RFAR, 1932, p. 278.

⁹³. R. B. Fosdick, *Companions in Depression: The International Implications of the Business Slump*, 1930. Ce discours prononcé devant un public américain a été repris dans la revue du Carnegie Endowment for International Peace, *International Conciliation (Documents for the Year 1931)*, New York, Carnegie Endowment for International Peace, 1931, p. 64-78).

⁹⁴. Paul Weindling, « Philanthropy and World Health: The Rockefeller Foundation and the League of Nations Health Organisation », *Minerva* XXXV (3), 1997, p. 269-281.

⁹⁵. RFAR, 1922, p. 55.

pluriannuelle, elle facilite la planification d'actions à moyen terme que l'annualité du budget accordé à l'Organisation par les États rend difficile. Jusqu'en 1937, la Rockefeller accorde près de deux millions de dollars à l'Organisation d'hygiène, souhaitant à l'évidence contribuer à faire de celle-ci une agence internationale de la santé et faciliter par là même son propre projet de modernisation et de rationalisation de la santé publique mondiale.

Entre 1930 et 1936, la fondation accorde également 140 000 dollars au Comité fiscal créé l'année précédente⁹⁶, qui entreprend une étude sur la double imposition, un problème qui concerne alors un nombre croissant d'entreprises aux activités internationales. Le comité effectue un travail exploratoire sur les lois et les pratiques en vigueur dans les pays membres de la SDN, qui doit servir d'étape à l'élaboration de traités bilatéraux, mais aussi et surtout d'un « traité multilatéral destiné à éviter la double taxation »⁹⁷. La Rockefeller soutient par ailleurs des initiatives analogues entreprises par des organismes liés à la SDN, tel l'Institut international d'agriculture de Rome, auquel elle accorde en 1935 une subvention pour réaliser une enquête sur l'histoire du commerce international des produits agricoles depuis le XIX^e siècle, ayant là aussi pour objectif de servir de base à l'élaboration d'un plan de coopération économique internationale dans le domaine agricole. Le fil conducteur de l'aide Rockefeller à ces organismes est la volonté de favoriser une ouverture accrue du commerce international qui doit aller de pair, dans l'esprit de R. B. Fosdick, avec un investissement accru des États-Unis dans l'économie mondiale.

Enfin, à partir de 1933, la Rockefeller soutient l'Institut international de coopération intellectuelle⁹⁸. Après lui avoir accordé en 1933 et 1934 des bourses modestes pour l'aider dans son travail de coordination, elle attribue des bourses aux comités nationaux qui lui sont liés (les comités suédois et norvégien, mais aussi le comité américain créé en 1936) et surtout donne en 1936 et 1938 deux subventions (140 000 dollars au total) afin d'organiser l'édition de 1937⁹⁹ de la Conférence des hautes études internationales qui se tient à Paris en juillet. Considérant cette manifestation comme « le principal forum européen non gouvernemental »¹⁰⁰

⁹⁶. Patricia Clavin, Jens-Wilhelm Wessels, « Transnationalism and the League of Nations: Understanding the Work of its Economic and Financial Organisation », *Contemporary European History*, 14 (4), 2005, p. 465-492.

⁹⁷. RFAR, 1933, p. 261.

⁹⁸. Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

⁹⁹. RFAR, 1935, p. 227.

¹⁰⁰. Nous traduisons ainsi le terme « nonpolitical », le terme « apolitique » renvoyant à une réalité sémantique française tout à fait différente.

de discussion sur les problèmes internationaux »¹⁰¹, la Rockefeller y a envoyé son vice-président Selskar Gunn en observateur lors de sa cinquième édition tenue à Milan en 1932. c'est à travers elle que la fondation entend favoriser le développement de l'étude scientifique des relations internationales en Europe, afin de permettre une collaboration entre « l'expert et l'homme d'État »¹⁰², l'analyse du premier devant guider la décision du second et aboutir à un « traitement rationnel et intelligent des différences internationales » qui améliorera les relations entre États¹⁰³. L'étude des relations internationales s'inscrit ainsi pleinement dans le projet global de la Rockefeller de construire une société rationnelle par la science, projet dont elle entend favoriser la réalisation à travers sa collaboration avec la SDN.

La conclusion qui se dégage de cet intense investissement international est claire : dès le lendemain de la guerre de 1914-1918, la fondation Rockefeller ambitionne d'être une actrice de poids dans l'organisation de la société mondiale. Elle se définit alors explicitement comme une « organisation internationale » dont « la communauté est le monde »¹⁰⁴. Pour concilier cette ambition avec son statut d'organisation américaine, elle compte sur son intense travail de réseau et de contacts qui lui permet de se faire reconnaître par les animateurs de la mouvance internationaliste comme une partenaire à part entière. Ses liens avec la SDN suggèrent également la nécessité de réévaluer le rôle des États-Unis, et en particulier des organisations philanthropiques, dans la mise en place d'une régulation internationale au cours de l'entre-deux-guerres. La Rockefeller, comme d'autres organisations telle la fondation Carnegie, semble ainsi préparer le terrain à la rentrée progressive des États-Unis dans le jeu international à partir de 1937, et l'on peut se demander si, en introduisant les États-Unis dans la mouvance internationaliste, elle ne constitue pas un vecteur du transfert outre-Atlantique de la valeur « internationalisme » laissée en déshérence par les puissances européennes (en particulier la France) discréditées par leur échec à contenir les coups de force de Hitler. Ce transfert de légitimité symbolique a sans doute facilité l'acceptation par une partie de l'opinion mondiale du statut de porte-flambeau de la paix et de la démocratie revendiqué par les États-Unis après 1945.

¹⁰¹. RFAR, 1937, p. 278.

¹⁰². RFAR, 1930, p. 227.

¹⁰³. *Ibid.*, 1932, p. 278.

¹⁰⁴. RF Activities, juin 1930, RF 3/900/22/166.

Ludovic Tournès est maître de conférences en histoire à l'université de Rouen. Il a publié, entre autres, *New Orléans sur Seine : histoire du jazz en France* (Paris, Fayard, 1999) et *L'informatique pour les historiens : graphiques, calculs, Internet, bases de données* (Paris, Belin, 2005). Ses recherches portent sur la présence des fondations philanthropiques américaines (Carnegie, Rockefeller, Ford) en France et en Europe. Adresse électronique : **ludovic.tournes@wanadoo.fr**